

ACQUISITION PROCHAINE DE 16 AVIONS ET D'UNE VINGTAINE DE BATEAUX

Les flottes d'Air Algérie et de la CNAN renforcées

Les pavillons nationaux de l'aviation civile Air Algérie et du transport maritime CNAN seront renforcés et considérablement, pour répondre à la très forte demande en matière de transport de personnes et de marchandises.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Le ministre des Transports, qui était, hier l'invité de la rédaction de la Chaîne III de la Radio nationale, a fait part de l'acquisition prochaine par Air Algérie de 16 nouveaux appareils, alors qu'une vingtaine de bateaux de transport de marchandises viendront renforcer la flotte de la CNAN. Des acquisitions qui feront l'objet d'ailleurs, d'une réunion, la semaine prochaine, du Conseil des participations de l'Etat (CPE), rappelant, au passage que l'ENMTV (Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs) s'est déjà vue renforcée par l'acquisition de deux car-ferry. Ces acquisitions participent du souci des pouvoirs publics de permettre, selon Tou, «la renaissance de la CNAN que nous avons perdue». Et de poursuivre que l'Algérie ne participe actuellement

qu'à 3 % du transport maritime des marchandises importées ou exportées vers ou de l'Algérie alors qu'on était à 30%, voire 35%, à une certaine époque». Une renaissance qui vient après la période très difficile, celle de la décennie 90, qu'a traversée le pays et au cours de laquelle le gouvernement a été contraint de se débarrasser de certaines entreprises qui ne pouvaient plus vivre. D'où, poursuivra-t-il, «la faiblesse du transport maritime des marchandises».

Le ministre a, une nouvelle fois, écarté l'ouverture du transport aérien au privé, du moins, précisera-t-il, «pour le moment». Il tiendra à souligner, néanmoins, que l'option, celle d'octroyer de nouvelles autorisations au privé, n'est pas définitivement écartée lorsque, précisera-t-il, «les conditions d'une meilleure visibilité le permettront».



Tou a écarté l'ouverture du transport aérien au privé.

La même prudence est de mise du côté des pouvoirs publics concernant l'adhésion de l'Algérie à l'Open sky que Tou dira, écartée car une telle démarche, arguera-t-il, «mettra Air Algérie, en difficulté

sérieuse de survie, des pays voisins en ont fait l'expérience, ce qu'ils perdent en la matière, ils le récupèrent dans le tourisme». Il plaidera pour une ouverture progressive, «selon nos intérêts, car

l'Open sky suppose une compétition rude».

Le permis à points opérationnel d'ici un mois

Tou, qui a annoncé pêle-mêle, le projet d'extension de l'aérogare d'Alger dont l'étude a été confiée à une entreprise espagnole, et l'augmentation des vols entre Alger et Paris à la faveur d'un mémorandum de coopération signé entre Air Algérie et Air France-KLM, a annoncé la réception, pour hier, des tout premiers spécimens du permis à points. «On compte recevoir aujourd'hui les premières livraisons des spécimens qui seront envoyés aux wilayas pour être mis en circulation», a-t-il affirmé, précisant que ce permis probatoire fera son apparition dans un mois. «Pour ceux qui auront un permis dans moins d'un mois, ils auront un permis probatoire, bleu clair. Il aura en même temps le permis à points», a enfin déclaré le ministre des Transports.

M. K.

49 AGENCES SUR 200 RETENUES POUR LE HADJ 2013

Ghoulamallah menace de représailles les défaillants

Le département des affaires religieuses veut réussir l'opération de Hadj 2013. Pour cela et contrairement aux années précédentes, le cahier des charges fixé par la commission d'évaluation des agences de voyages a décidé que les «les agences potentielles à organiser ce rituel doivent répondre à d'importants critères». Résultat : Sur les 200 agences candidates, 49 d'entre elles ont été retenues.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Le choix de la commission d'évaluation des agences de voyages susceptibles, d'organiser l'opération de Hadj 2013 a rendu hier en fin d'après-midi, son «verdict».

En présence des cadres du ministère des Affaires religieuses et du premier responsable du secteur, ladite commission qui a «travaillé durant quatre jours d'arrache-pied, a arrêté une liste de 49 agences sur les 200 ayant présenté leurs candidatures pour bénéficier de l'opération de la prise en charge des hadjis».

L'enjeu est de taille, puisque pour cette année et contrairement à l'année précédente, le ministère

des Affaires religieuses a augmenté de 2 000, le nombre des hadjis qui seront pris en charge par les dites agences sous l'autorité du ministère de tutelle. Autre nouveauté, c'est la décision prise par le département de Ghoulamallah de «responsabiliser les agences à travers un engagement pour la prise en charge entière et totale des pèlerins lors de cette opération». Cette mesure contenue dans le cahier des charges stipule notamment, selon un membre de ladite commission, «que les agences ont la charge de choisir les hadjis, ces mêmes agences doivent assurer et assumer la responsabilité des réservations de tout le processus du rituel».

Ces mesures de sélection contenues dans le cahier des charges ont été arrêtées sur la base des «expériences passées mais surtout sur la base des multiples rapports établis par les différentes structures intervenant dans l'opération du hadj».

Pour rappel, lors de la dernière saison du hadj, des voix se sont élevées pour pointer du doigt et dénoncer les «agissements» de certaines agences de voyages qui n'ont pas respecté leurs engagements vis à vis des hadjis.

D'ailleurs, il est à noter qu'une vingtaine de «hadjis sont décédés, d'autres déclarés perdus pendant plusieurs jours dans les lieux Saints, sans compter le préjudice moral subi par des dizaines d'autres». Les coupables sont vite désignés. Les agences de voyages, accréditées par les autorités, étaient selon les observateurs à l'origine de cette «descente aux enfers». Hier, on avait indiqué que sept agences de voyage



Photo : Samir Sid

ont laissé sur le qui-vive, quelque 500 pèlerins algériens qui n'ont pu quitter Ararat après avoir accompli le rite de pèlerinage, le jour de l'Aïd.

Pour rappel, lors de sa dernière sortie médiatique, le président de l'Office national d'El Hadj, Cheikh Berbara, avait menacé de «représailles les agences de voyages qui

n'auraient pas bien accompli leur travail». Or, aucune mesure disciplinaire n'a été prise à l'encontre des mis en cause.

A la différence des années passées, pour cette fois-ci l'Office du hadj aura pour rôle de «surveiller et superviser» ladite opération et non pas d'assurer son organisation.

A. B.

La CNAS précise

Suite à la publication de l'article intitulé : «Généralisation de la carte Chifa à partir du 3 février. Entre les effets d'annonce et l'application sur le terrain» paru dans notre édition du 29 janvier 2013, la CNAS nous a fait parvenir les précisions suivantes : «Le bilan de 2012 du système révèle en effet que la carte Chifa est utilisée dans les 48 wilayas du pays et que près de 8 200 000 cartes ont été établies pour les assurés sociaux, ce qui correspond à près de 27 millions de bénéficiaires, et plus de 92 millions de factures électroniques traitées par ce système.

Par ailleurs, l'extension de l'utilisation de la carte Chifa de la wilaya d'affiliation à tout le territoire national nécessite la centralisation des bases de données qui est une opération nécessaire pour le traitement automatisé des dossiers à partir de n'importe quel centre du territoire national.

Enfin, afin de garantir le fonctionnement continu des services Chifa en cas d'aléas touchant le site principal de Ben Aknoun, un centre de secours «Back up» situé à Laghouat a été créé afin de sécuriser les bases de données nationales, le réseau national et le système de production de cartes Chifa.»

Le directeur général de la Cnas

4^e CONSEIL NATIONAL DE L'UNFA

Nouria Hafsi appelle à la promotion de la femme dans la vie politique

Nouria Hafsi, secrétaire générale de l'Union nationale des femmes algériennes (UNFA) a appelé hier, les partis politiques, la société civile ainsi que le gouvernement à la promotion et la formation de la femme dans la vie politique.

F.Zohra B. - Alger (Le Soir) - Intervenant lors du quatrième conseil national ordinaire de l'UNFA, Nouria Hafsi a dénoncé la marginalisation de la femme dans la vie politique. Ainsi et au programme de la réunion figure la réalisation d'un programme d'action qui concerne notamment la place de la femme dans la vie politique. «Nous nous félicitons de la nouvelle loi incluant une place de la femme dans les assemblées élues, nous nous félicitons du nombre retenu, mais demeure un point important qui concerne les forma-

tions politiques à qui on a proposé de leur fournir des militantes».

La secrétaire générale de l'UNFA a ainsi insisté sur la nécessité de la formation de ces militantes sur le plan politique. Elle s'est ainsi inquiétée sur le classement des femmes sur les listes des partis, lors des échéances électorales. «Les partis classent les femmes à la fin des listes alors que l'objectif de la nouvelle loi est de promouvoir la femme dans la vie politique. Ils font seulement du remplissage ne permettant pas à la femme d'accomplir un travail au sein du parti. Les partis politiques ne font pas d'efforts», a souligné Nouria Hafsi, notant par ailleurs que les droits de la Femme sont indissociables des droits de l'Homme.

L'intervenante mettra aussi l'accent sur la marginalisation des organisations nationales, depuis l'avènement du grand

nombre de partis politiques. «Ces organisations ont alimenté les partis en leur fournissant notamment des militants qui ont eu un long parcours. Par ailleurs, les pouvoirs publics n'ont plus besoin de ces organisations et ils les marginalisent systématiquement», a-t-elle déclaré. Elle citera ainsi l'exemple de l'UNFA qui est pourtant, précise-t-elle, présente dans 1 500 communes sur le territoire national. Elle appellera aussi au rétablissement des organisations dans leurs droits.

Le quatrième conseil national ordinaire de l'UNFA se tient entre deux congrès de l'organisation. Le programme du conseil comprend la restructuration et l'élargissement de la base militante de l'organisation, la définition du programme de travail ainsi que l'évaluation des activités de l'organisation.

F.-Z. B.